

Images et perceptions de la Révolution française dans le journal *Le Peuple* durant l'année 1889.

Bérengère MARQUES-PEREIRA, Jean-Michel DE WAELE
et Pascal DELWIT

L'acte de naissance du Parti Ouvrier Belge (POB) date des 5 et 6 avril 1885 lors de son congrès constitutif à Bruxelles. La création de ce parti est le fruit et le résultat laborieux d'un regroupement d'organisations ouvrières multiples. La majorité d'entre elles sont des organisations économiques, syndicales, de secours mutuels, coopératives ou mutuellistes. Seule, une infime partie d'entre elles sont des organisations politiques. C'est là une caractéristique essentielle qui marquera l'histoire du mouvement ouvrier belge et de ses organisations représentatives, tant syndicales que politiques. Cette faiblesse des organisations politiques dans la constitution et la vie future du POB sera à la fois origine et conséquence de la faiblesse théorique qui a caractérisé l'organisation et l'action ouvrières en Belgique.

Cette constatation n'est pas sans importance pour le sujet qui nous préoccupe : la présence ou l'absence de références explicites ou implicites à la Révolution française et à ses valeurs, dans *Le Peuple* pendant l'année de commémoration du centenaire de la Révolution française.

A travers les articles parus dans l'organe du POB durant l'année 1889, nous appréhenderons la Révolution française et ses valeurs en tant qu'événement historique valorisé ou dévalorisé, tu ou célébré. Dans le cadre de cette analyse, s'ajoute la nécessité de tracer la perspective historique dans laquelle se trouve la Belgique et le POB en 1889, tant il est vrai qu'une pensée politique constitue le témoignage de l'état de la société dans laquelle elle se meut et des rapports de force qui la parcourent. Notre objectif sera donc d'évaluer dans quelle mesure le marxisme, en tant qu'héritier critique de la Révolution française, est présent dans la lutte que le POB va mener pour l'obtention du suffrage universel et dans la conception que ce parti se fait de l'action des masses. A ce titre, le cadre référentiel à la Révolution française est un indicateur précieux et significatif : les idéaux démocratiques de la Révolution mobilisés dans le discours et la pratique du POB, à travers un de ses principaux instruments de propagande - *Le Peuple* - portent-ils

l’empreinte du marxisme et/ou celle du libéralisme ?

Ce double héritage, nous le trouvons dans la création et l’évolution du POB, dans ses écrits, son action, ses thèmes et ses formes de mobilisation. Nous le verrons, les contradictions apparaissent régulièrement et dégagent des situations paradoxales. Toutefois, on ne saurait les comprendre qu’en regard de la naissance et de l’évolution du mouvement ouvrier.

Naissance et évolution de la classe ouvrière

Si l’on excepte l’Angleterre, la Belgique est le pays d’Europe occidentale qui connaît la plus forte croissance industrielle au cours du XIX^e siècle. Cette croissance s’opère essentiellement par le biais d’une intense exploitation de la main-d’œuvre. Les conditions de vie de la classe ouvrière y sont extrêmement difficiles. Salaires, conditions de travail et d’hygiène, durée du temps de travail sont catastrophiques pour les ouvriers. Lors du congrès d’hygiène publique de 1851, le docteur Rousseau affirme même que “si le système actuel est maintenu, la population boraine s’étiolerait de plus en plus. On fait descendre les enfants tellement jeunes dans les fosses qu’il est impossible qu’ils vivent longtemps. Souvent, à l’âge de 16 ou 17 ans, ils sont atteints de maladies des poumons, ils sont rachitiques, ils n’ont plus de forme. Un Borain de 40 ans, sain et robuste, est chose presque impossible à trouver aujourd’hui”¹. Une description parmi d’autres, qui témoigne de la misère physique et intellectuelle dans laquelle on confine la classe ouvrière. C’est un choix et l’on ne s’en cache pas. Gustave de Molinari, économiste influent, ne déclare-t-il pas dans son cours d’économie politique qu’au “point de vue économique, les travailleurs doivent être considérés comme de véritables machines qui fournissent une certaine quantité de forces productives et qui exigent, en retour, certains frais d’entretien et de renouvellement pour pouvoir fonctionner d’une manière régulière et continue”² ?

Cette situation résulte de la rapidité de l’industrialisation et de la faiblesse du pouvoir politique. Ainsi, chaque retournement de conjoncture économique est ressenti plus lourdement comme le relève Claude Renard : “L’économie belge étant orientée vers les exportations de produits bruts et semi-finis à bon marché, exigeant une faible incorporation de main-d’œuvre et peu de personnel qualifié, les capitalistes belges devaient pratiquer une politique de bas salaires, imposer de plus longues journées de travail et utiliser au maximum la main-d’œuvre des femmes et des enfants. La moindre dégradation de la con-

¹ Cité par Jean NEUVILLE, *La Condition ouvrière au XIX^e siècle*, t. 1, Bruxelles, Ed. Vie ouvrière, 1976, p. 181.

² Op. cit., p. 227.

joncture économique avait des répercussions foudroyantes sur le marché du travail où affluaient sans interruption artisans déclassés et campagnards déracinés”¹.

Le niveau d’instruction est particulièrement faible et l’obligation scolaire sera repoussée avec force jusqu’en 1914. Marcel Liebman a résumé en termes politiques la situation du mouvement ouvrier de façon dichotomique : “D’un côté la Wallonie, où l’influence de la France maintient la classe ouvrière dans le vide organisationnel et l’absentéisme politique, de l’autre, la Flandre où les rares centres industriels, et singulièrement la région gantoise, subissent l’attraction d’un socialisme allemand en passe de s’organiser et de prendre son envol décisif”².

Ce n’est donc pas le fruit d’un hasard si, au congrès constitutif du POB, réuni les 5 et 6 avril 1885, il n’y a guère qu’une minorité de délégués wallons. La situation est donc inversée par rapport à la réalité économique et sociale que connaît le pays puisque les délégués des grands centres industriels sont minoritaires au congrès.

La constitution du POB est, en réalité, marquée par le pragmatisme comme le soulignent, sans l’exagérer, certains écrits actuels du Parti Socialiste : “Bien sûr, c’est devenu une banalité de rappeler que notre mouvement socialiste belge fut souvent imperméable aux théories, qu’il se caractérise par un pragmatisme que l’on qualifie de foncier et que certains leaders ont justifié ou expliqué par la misère intellectuelle du peuple”³. Le POB naît donc du ralliement de nombreuses organisations ouvrières de type économique-corporatif à l’action politique sous sa forme la plus immédiate et la plus concrète : la lutte pour l’obtention des droits politiques (suffrage universel) et du bien-être matériel (réformes immédiates sur les salaires et sur la durée du temps de travail). Enfin, à cela s’ajoute la motivation d’un nombre appréciable d’adhérents (les Bruxellois) de trouver dans l’Etat une protection contre les aléas d’une condition artisanale en voie de prolétarianisation. Autant de préoccupations d’ordre politique qui n’impliquent pas en soi le socialisme.

Ce n’est pas par hasard non plus si, lors de la discussion relative à la dénomination du parti - la seule importante que connaît le congrès de création du POB - ce sont les Flamands qui insistent pour que le nouveau parti s’appelle “parti socialiste” alors que les Bruxellois jugent l’appellation “parti ouvrier” plus acceptable parce que moins “politique” et moins “effrayante” pour la petite bourgeoisie. Ce sera finalement le choix de l’étiquette sociale

¹ Claude RENARD, *La Conquête du suffrage universel en Belgique*, Bruxelles, Fondation J. Jacquemotte, 1966, p. 27.

² Marcel LIEBMAN, *Les Socialistes belges. De la Révolte à l’Organisation. 1885-1914*, Bruxelles, Ed. Vie ouvrière, 1979, p. 41.

³ *La Charte de Quaregnon. Déclaration de Principe du Socialisme belge. Histoire et Développements*, Bruxelles, Ed. de la Fondation Louis De Brouckère, 1980, p. 8.

plutôt que politique qui l'emportera, sans beaucoup de discussions doctrinales.

Les premiers textes du POB sont empreints d'un pragmatisme où les jugements moraux abondent et affadissent toute perspective collectiviste au profit des idéaux démocratiques liés à la Révolution française et du libéralisme progressiste. Le programme socio-économique de 1885 en témoigne.

L'alternative économique du POB

Le programme socio-économique du POB est défini lors de son congrès statutaire réuni les 15 et 16 août 1885.

Au sein du POB, l'héritage marxiste s'affirme essentiellement par la volonté de construire des organisations collectives, sociales et politiques, autonomes et indépendantes de la bourgeoisie, qui seraient soutenues par la pratique et les valeurs de l'internationalisme et de la solidarité. Ce projet va de pair avec le rejet du corporatisme et du paternalisme, dont le patronat use pour faire obstacle à l'émancipation des ouvriers et leur transformation en acteurs politiques qui s'adressent à l'ensemble des travailleurs et leur apportent des réponses collectives à des situations sociales déterminées historiquement. En outre, il vise la reconnaissance de la précarité (caractère antagoniste des intérêts entre le capital et le travail) par l'appropriation collective des moyens de production.

Cette dynamique de l'autonomie est corrélative de la dynamique de l'intégration à travers les revendications du suffrage universel, de l'instruction publique et laïque, d'une législation sociale, de l'abolition du délit de coalition.

Autant de revendications qui visent à modifier qualitativement le visage de l'Etat à l'égard des ouvriers et la configuration des rapports de force entre le capital et le travail, en ébréchant les logiques sociales du profit et de l'individualisme libéral, logiques qui placent patrons et ouvriers dans un face-à-face individuel, qui mettent l'action ouvrière hors-la-loi, qui rejettent l'intervention de l'Etat et qui nient les besoins de la reproduction de la force de travail.

A cet égard, le programme de 1885 appelle l'Etat à être le garant du bien-être social, lui-même concrétisé par la reconnaissance du droit du travail et par la philosophie de l'assurance remplaçant celle de l'assistance.

Cependant, il ne s'agit pas là d'un héritage spécifiquement marxiste mais largement de celui de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 : "Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler" (art. 21).

Les droits économiques et sociaux apparaissent ici comme un prolonge-

ment des droits civiques. Le droit à la sécurité de l'existence vient nuancer la liberté d'industrie et du commerce, l'individualisme, la liberté du travail en tant que droit de la propriété privée, en tant que liberté d'entreprendre sans entraves ni contraintes. La valorisation du droit au travail (comme liberté matérielle des ouvriers), corrélative de la dévalorisation de la liberté du travail dans le programme de 1885, fonde ainsi l'appel à l'intervention de l'Etat pour corriger un rapport de forces trop visiblement en faveur du capital.

Cet appel va de pair avec la nécessité d'une transformation de l'Etat, compatible avec le droit à l'instruction publique (art. 22), le processus de laïcisation de l'Etat (retour à la nation des biens dits de mainmorte appartenant aux corporations religieuses) allant de pair avec la définition du champ politique comme une séparation de la sphère publique et de la sphère privée, le suffrage universel comme fondement d'une légitimité nationale, légale et populaire qui suppose le droit de réviser la Constitution (art. 28 et 29). On constate également que nulle part l'investissement des institutions politiques, en tant qu'objectifs du POB, n'est articulé explicitement sur la conquête du pouvoir d'Etat. Dès son origine, le POB est essentiellement attaché à l'amélioration sensible des conditions de vie et à son irruption dans les institutions politiques belges par le biais des ses représentants, en vue de peser sur les prises des décisions.

Dès lors, l'obtention du suffrage universel se révèle décisive, faute de quoi, l'organisation et la canalisation de la classe ouvrière se trouvent compromises, tout comme l'interventionnisme dans la vie politique. L'explosion sociale que va connaître la Belgique convaincra définitivement les dirigeants du POB - si tant est qu'il le fallut - de la justesse de leurs orientations.

Les émeutes de 1886

En 1886, la situation économique des différents pays industrialisés est fort difficile. En Belgique, le niveau de l'emploi tombe de plus de 30 % dans certaines régions. La vie déjà précaire de nombreux ouvriers atteint une intensité dramatique. Presque un an, jour pour jour, après la création du POB, un rassemblement est organisé à Liège pour célébrer le quinzième anniversaire de la Commune de Paris. De sérieux incidents émaillent la manifestation. Deux manifestants sont tués. Des grèves de protestation éclatent dans la région. Elles se généralisent rapidement et tout le bassin liégeois est investi par les forces de l'ordre. Les revendications portent sur les salaires et les conditions de travail. Peu à peu, le mouvement s'essouffle, mais est relayé par la région de Charleroi qui débraye à son tour. On y assiste à une explosion de colère sans précédent en Belgique. Les pillages et les incendies se succèdent.

Les forces de l'ordre ont le plus grand mal à faire face à la situation et mènent une répression féroce. On dénombre vingt quatre tués. Faute de direction politique, la grève prend fin, la situation se stabilise et le pouvoir organise de nombreux procès. Des centaines de condamnations à de lourdes peines de prison pour les "meneurs" sont prononcées. Le leader socialiste gantois, Edouard Anseele, est ainsi condamné à six mois de prison pour avoir publié un manifeste appelant les mères des soldats à écrire à leurs enfants pour qu'ils ne tirent pas sur les manifestants.

Si cette explosion est, en Belgique, la dernière page de l'histoire des révoltes dites "anarchiques", elle marque aussi le début d'une prise de conscience du problème social. Le rôle joué par l'Etat "gendarme" n'est pas encore atteint, mais la politique et l'idéologie de la liberté de travail se nuancent de paternalisme. Pour les dirigeants du POB, la preuve est faite qu'une révolte inorganisée, spontanée et violente ne peut déboucher que sur une défaite.

Le mouvement anarchique est jugé fort sévèrement par deux des principaux leaders du POB, Jules Destrée et Emile Vandervelde : ils rendent compte de la dernière grande jacquerie que connaît la Belgique. Le récit est significatif à deux titres : il procède à la fois à une qualification descriptive et à une qualification subjective de cette révolte. Cette démarche révèle à quel point les leaders du POB rejettent et partagent tout à la fois l'idéologie dominante de la bourgeoisie.

La qualification des foules de 1886 n'est rien moins qu'étonnante pour des socialistes. Jules Destrée et Emile Vandervelde se rallient explicitement à l'*Histoire de la Révolution française* d'Hippolyte Taine et à ses préjugés à l'égard des foules révolutionnaires de 1789-1794¹. Le mépris et la crainte des grévistes tiennent lieu d'analyses historiques : "Rien qu'un désir brutal, féroce, inconscient de jouissance et de richesse"². Il y a là tout le dénigrement bourgeois qui stigmatise l'irresponsabilité, l'immoralisme et la violence de la rue. Autant d'expressions qui culpabilisent les victimes : "des circonstances diverses déterminèrent les premières destructions : les vellétés de résistance, le plaisir enfantin de briser le verre fragile, des caprices de foules despotes ne permettent pas qu'on leur désobéisse..."³. Voilà les expressions d'infantilisation des ouvriers, du sexisme (les caprices de la foule), de l'élitisme (la foule despote) pour condamner la violence révolutionnaire. Et comme si le mépris ne suffisait pas, la crainte de cet "ouvrier suspect et dangereux" vient redoubler les effets de la bonne conscience : "Les pillards s'étaient transformés en mendiants qui rançonnaient le pays sans pitié. Et, à la

¹ Jules DESTREE, Emile VANDERVELDE, *Le socialisme en Belgique*, 2e éd., Paris, 1903, p. 82.

² Ibid., p. 83.

³ Ibid., p. 83.

suite des ouvriers sans travail, surgirent de leurs trous obscurs toutes les bêtes immondes, vagabonds malfaiteurs, repris de justice qu'on trouve en toute perturbation sociale"¹.

La phobie de la violence se manifeste ici par la criminalisation de la pauvreté, du chômage et de la grève. Jules Destrée et Emile Vandervelde ne partagent pourtant pas l'idéologie dominante de la bourgeoisie. Certes, la référence à Taine est significative pour décrire un événement historique aussi essentiel que les émeutes de 1886. Soulignons cependant que de tels passages sont quantitativement peu importants. C'est bien plutôt une approche de type socialiste que les leaders du POB développent largement. En effet, la révolte de 1886 n'est attribuée ni aux meneurs, ni à un quelconque complot, mais bien aux conditions sociales imposées par le capital au travail (misère accrue par un *truck system* développé en Wallonie, le livret de travail, les liens de dépendance personnelle). Les deux dirigeants du POB mettent en lumière le caractère de jacquerie que revêt l'émeute de 1886 : l'absence de revendications précises, l'absence de coordination, le cri de colère et de désespoir provoqué par la faim. Enfin, en socialistes, ils dénoncent la violence physique et institutionnelle qui s'abat sur les ouvriers lorsque ceux-ci, exceptionnellement, sortent d'une passivité si bien entretenue par le conservatisme catholique et l'idéologie de la liberté du travail.

Au mouvement anarchique de 1886, le POB opposera donc la lutte pour l'obtention du suffrage universel. Dorénavant, toute l'action, toute l'énergie du POB se concentreront sur la réalisation de cet objectif qui deviendra presque un mythe. L'effort entrepris par le POB sera d'ailleurs à la hauteur de l'acharnement, inégalé en Europe, des classes possédantes à refuser ce droit aux travailleurs. C'est dans le cadre de cette mobilisation générale pour l'obtention du suffrage universel, levier de l'action de la classe ouvrière, qu'il faut analyser la réflexion et l'action du POB pendant trois décennies de lutte. La commémoration du centenaire de la Révolution française n'échappe pas à cet ensemble.

Images et perceptions de la Révolution française

La commémoration du centenaire de la Révolution française est, d'entrée de jeu, définie dans un cadre de mobilisation. Au congrès de Jolimont qui a lieu en 1889, deux décisions explicites sont prises sur la question. D'une part, "de fêter le centenaire de la Révolution française par des manifestations qui auront lieu le 14 juillet à Bruxelles et dans les villes de province où les forces ouvrières sont organisées. Manifestations [...] suivies de meetings dans lesquels

¹ Ibid., pp. 85-86.

on montrera aux travailleurs quelle est leur situation économique, intellectuelle et morale, cent ans après la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen" ; d'autre part, "de faire imprimer les Droits de l'Homme à cent mille exemplaires"¹.

Mais au-delà de ces deux prises de décision formelles, la commémoration et les formes de mobilisation qu'elles suscitent pour la lutte et la conquête du suffrage universel sont développées dans *Le Peuple* tout au long de l'année 1889. Elle s'articule autour de trois idées principales : la valorisation de 1789, l'affirmation des valeurs d'intérêt général issues de la Révolution française et permettant de légitimer la revendication en faveur du suffrage universel, l'affirmation du socialisme en tant qu'héritier de cette Révolution. En fait, en faisant largement l'économie de la réalité de la Révolution française *Le Peuple* va ouvrir le champ à une série d'affirmations contradictoires pendant l'année 1889.

Dès le premier janvier 1889, *Le Peuple* inaugure l'année du centenaire : "L'année qui commence verra la célébration du centenaire de la Révolution de 1789. Il y a cent ans en effet que la bourgeoisie est maîtresse du pouvoir et, si grand est le nombre des misères et des abus que son règne a engendrés que, de toutes parts, s'élèvent des bruits de révolte contre son insupportable suzeraineté. On peut prévoir que la domination de la bourgeoisie n'aura guère duré plus d'un siècle, car de tous côtés, ennemis et victimes de son despotisme s'insurgent et préparent les bataillons épais qui doivent marcher à l'assaut de bastilles nouvelles dans lesquelles les maîtres du grand capital emprisonnent les laborieux qu'ils forcent à travailler pour eux"².

Les misères nées du règne de la bourgeoisie issue de 1789 n'empêchent pas la magnificence de cette date symbolique, notamment dans l'éditorial de César De Paepe, figure historique belge du mouvement ouvrier européen : "Nous voilà enfin entrés dans cette année où la France et le monde vont célébrer le centenaire de l'événement le plus mémorable des temps modernes, de la grande Révolution française"³.

La Révolution commence à être célébrée à diverses reprises dans les éditoriaux du *Peuple* mais on doit souligner que c'est par rapport aux valeurs d'ordre politique que le POB s'affirme comme le seul héritier véritable de la Révolution française. L'option clairement présentée est de retourner les valeurs universelles portées par la bourgeoisie en 1789 (Liberté, Égalité, Fraternité, Souveraineté nationale et/ou populaire, Intérêt national) contre cette même bourgeoisie en 1889, ces valeurs étant dorénavant l'apanage de la

¹ Congrès de Jolimont, 1889, p. 51.

² "L'Année du Centenaire", *Le Peuple*, mardi 1er janvier 1889.

³ César DE PAEPE, "Congrès socialistes Internationaux de 1889", *Le Peuple*, mercredi 30 janvier 1889.

nouvelle classe quasi universelle : la classe ouvrière. Jean Volders souligne d'ailleurs à quel point l'anniversaire sera désagréable à la bourgeoisie : "Evoquer en mille circonstances, comme on le fera en France, dans le cours des mois à venir, l'image du Peuple, fier et maître de ses destinées, rappeler devant lui qu'une nation sans liberté et sans égalité politique est une nation d'esclaves et d'asservis, glorifier l'époque gigantesque où croula un trône, où fut dépensée en un seul lustre plus d'énergie humaine qu'en un siècle de temps normal, tout cela pour établir que la nation est libre et souveraine, c'est condamner le règne du censitarisme, c'est en provoquer la chute, et c'est montrer clairement la grandeur et la mission des révolutions" ¹.

L'appel à manifester le 14 juillet, suite à la décision du congrès de Jolimont, est certainement encore plus explicite dans la liaison que nous avons soulignée : "En 1789, le peuple français mesura sa force, se rendit compte de l'humilité et de la servitude dans lesquelles on le maintenait et se dressa devant ses maîtres, résolu à ne plus se laisser positivement traiter en bête de somme. Tout n'a pas été fait, ni cette année-là, ni durant le siècle qui l'a suivie. Il y a encore partout des malheureux et des opprimés mais, depuis 1789, on peut dire qu'il y a une pensée populaire et que, dans toutes les contrées du globe, la masse des petites gens manifeste la volonté d'être maîtresse de ses destinées et du fruit de son labeur [...]. En Belgique, où la démocratie réclame impérieusement l'accession du peuple aux affaires publiques et l'entrée dans la vie politique des non-possédants, la célébration de l'anniversaire de 1789 a une signification toute spéciale [...]. Célébrer le 14 juillet en Belgique, c'est réclamer le suffrage universel [...]. Et célébrer le 14 juillet avec le Parti Ouvrier Belge qui combat non seulement pour le droit mais aussi pour le bien-être de la classe travailleuse, c'est affirmer hautement et fièrement qu'on comprend que c'est le socialisme, ce fils de 1789, qui créera l'égalité et mettra fin à l'asservissement populaire" ².

Quelques jours plus tard à peine, Jean Volders bat une dernière fois le rappel pour la manifestation du 14 juillet : "Un million et demi de citoyens de ce pays, un peu plus grand qu'un mouchoir de poche, sont à peu de choses près dans la même situation d'infériorité et de vasselage que le peuple français avant 1789 [...]. La Révolution française, et c'est son éternel bonheur, a proclamé que les hommes devaient être égaux en droits, et que les uns n'étaient pas faits pour croupir dans l'ignorance et la misère tandis que les autres avaient tout pouvoir, tout savoir et toute richesse [...] Il faut aussi ne pas laisser oubliées et dédaignées les journées anniversaires des dates aussi importantes dans l'histoire de l'humanité que celle du 14 juillet 1789 [...]" ³.

¹ Jean VOLDERS, "Un anniversaire désagréable", *Le Peuple*, mardi 30 avril 1889.

² "L'Anniversaire du 14 juillet", *Le Peuple*, dimanche 7 juillet 1889.

³ Jean VOLDERS, "Nous et nos Ancêtres", *Le Peuple*, mercredi 10 juillet 1889.

L'héritage socialiste de la révolution française est donc bien proclamé hautement et fièrement par les éditoriaux du *Peuple*, et cela, à plusieurs reprises. Ces proclamations laissent toutefois la porte ouverte à l'appel aux Libéraux à l'unité d'action pour la conquête du suffrage universel. C'est le cas notamment lors de la célébration de la révolution liégeoise : "Si le libéralisme liégeois est de bonne foi, si sa conversion aux idées démocratiques est sincère, s'il désire l'union des classes au profit du bien commun, qu'il adhère au suffrage universel, qu'il travaille à l'instaurer en Belgique et qu'il se consacre avec ardeur au relèvement politique du prolétariat belge" ¹.

Cette commémoration, comme nous le soulignons en préambule, ne s'embarrasse guère de certaines contradictions. Ainsi, alors que dès le 1er janvier, et plus encore le 30 avril, la révolution est connotée positivement, le 2-3 janvier 1889, la violence révolutionnaire est stigmatisée par l'assimilation avec la répression bourgeoise : "Qui donc écrira ce que sera la révolution de demain ? Celle-ci, tout le fait prévoir, sera terrible et dépassera en violence toutes ses devancières [...] En 1793, les bourgeois devenus maîtres se débarrassaient de tous leurs adversaires, nobles et ouvriers, par la guillotine. En 1831 et 1848, la guillotine est remplacée par les fusillades. Enfin, en 1871, nous avons eu les mitraillages d'insurgés" ².

Outre l'inconséquence associée à la notion de révolution, il faut souligner la confusion Révolution/Contre-Révolution. La comparaison avec la répression est sans doute la plus frappante à cet égard. De même, à l'intérieur de la période révolutionnaire (1789-1794), le dénigrement de 1793 est purement et simplement ramené au triomphe de la bourgeoisie sur la noblesse et les ouvriers. Ce dénigrement se soucie peu des contradictions qu'il engendre, notamment dans l'utilisation de la Révolution française pour la conquête du suffrage universel. C'est, en effet, dans la deuxième constitution que le droit de suffrage est élargi et que le suffrage censitaire tant décrié est aboli. Aussi, la position de Louis Bertrand apparaît-elle incohérente quand, dans un même éditorial, d'une part, il stigmatise 1793 comme victoire de la bourgeoisie et, d'autre part, il en appelle à éviter une révolution pour le suffrage universel : "Il y a moyen, cependant, nous en avons l'intime conviction, de faire l'économie de nouvelles discordes sociales. Mais, pour cela, il faudrait que les gouvernements fissent des réformes et fissent peu à peu place à la classe ouvrière dans la société politique, [et ne songent pas] à singer les bourgeois français".

Par ailleurs, la phase révolutionnaire (1793-1794) dans laquelle l'action et les acquis sociaux sont les plus importants, est rarement évoquée. De ma-

¹ Louis BERTRAND, "La Révolution de demain", *Le Peuple*, mercredi 2 et jeudi 3 janvier 1889.

² Ibid.

nière générale, le contenu économique et social de la Révolution française est largement ignoré. Ainsi, le cours forcé de l'assignat (avril 1793), le minimum sur les prix (mai 1793), la loi sur l'accapement (juillet 1793), la confiscation des biens et personnes "reconnues ennemies" (février 1794) ou encore l'établissement des listes des patriotes indigents (mars 1794) sont passées sous silence. Ce qui a trait à l'action économique-sociale est même rendu négativement dans *Le Peuple* : "[...] En effet, elle n'est pas finie la révolution de 1789, car elle n'a rien changé à la situation du salarié, c'est-à-dire de l'esclave. [...] Avant la révolution bourgeoise de 1789, le roi pillait, les seigneurs rançonnaient, et les prêtres volaient. En 1889, les rois continuent à piller, les capitalistes accapent et les prêtres s'acharnent à extorquer l'obole des pauvres naïfs en récompense d'un paradis dont l'existence devient de plus en plus problématique" ¹.

Certes la nuit du 4 août est valorisée : "Le 4 août, les nobles et les prêtres ont sacrifié leurs privilèges parce que la foule attendait frémissante et les yeux enflammés. La bourgeoisie dans laquelle tous les oppresseurs se sont fondus, sacrifiera peut-être ses privilèges quand le peuple se dressera devant elle, uni sous le fanion écarlate de la démocratie socialiste et fermement décidé à obtenir son dû" ². Mais aucun éditorial ne se réfère explicitement à l'éclatement des liens de dépendance personnelle, éclatement riche en potentialités d'organisation collective pour le prolétariat.

C'est donc bien par rapport aux valeurs d'ordre politique que le POB s'associe véritablement à la Révolution française en se présentant comme porteur de ces valeurs : "Parce que la bourgeoisie issue de 1789 a retardé l'accomplissement de l'œuvre de l'émancipation humaine commencée, il y a un siècle, parce que, cent années après le début de la Révolution, les sublimes préceptes de Liberté, d'Égalité et de Fraternité, qu'elle proclama aux applaudissements de millions de malheureux, d'enthousiastes et de nobles cœurs ne sont pas appliqués, la horde réactionnaire [...] s'imagine qu'on va renier la Liberté, l'Égalité et la Fraternité" ³.

Le POB et la Révolution française : aux origines du socialisme belge

Nous le précisons en préambule, la question qui guidait notre recherche était la suivante : les idéaux démocratiques de la Révolution française, mobilisés dans le discours et la pratique du POB, portent-ils l'empreinte du

¹ Georges DEFNET, "Les Adversaires de la Révolution", *Le Peuple*, 2 avril 1889.

² Jean VOLDERS, "La Nuit du 4 Août 1789", *Le Peuple*, dimanche 4 août 1889.

³ Jean VOLDERS, "Les Continuateurs de 1789", *Le Peuple*, mardi 26 novembre 1889.

marxisme et/ou du libéralisme ? Au terme de l'exposé, que pouvons-nous constater ?¹

Avant tout, l'existence d'un double héritage : héritage libéral, héritage marxiste. Cependant, si nous avons pu déceler et relever cette double lignée, nous avons également souligné la prééminence de la critique libérale en regard de la critique marxiste.

La prééminence de la critique libérale dans la référence
à la Révolution française.

La mobilisation et la valorisation de la Révolution française par et pour le POB a une base politique. En effet, le changement dans la société belge à la fin du XIXe siècle s'opéra par le biais d'une réforme politique fondamentale ; l'acquisition du suffrage universel. Lui-même alors porteur de changements économiques et sociaux. Dès lors, dans cette optique, c'est principalement la première phase de la Révolution (1789) qui est mise en lumière et en valeur via un renversement de la classe porteuse des valeurs fondamentales et quasi universelles : la Nation, représentant la souveraineté populaire, l'intérêt général, la liberté et l'égalité (politique).

En 1789, la bourgeoisie a soutenu et véhiculé ces idées et ces concepts face aux privilégiés - la noblesse, le clergé "parasites" de la société.

En 1889, c'est la classe ouvrière qui les porte contre la bourgeoisie devenue, à l'instar de la noblesse et du clergé en 1789, "parasitaire", porteuse des intérêts particuliers d'une petite caste sociale. Par l'acquisition du suffrage universel, la classe ouvrière, le Peuple, réaliseront leur vraie vocation : l'expression de la Nation.

Cette transposition dans le temps des valeurs similaires par des classes sociales différentes suscite et engendre un certain nombre de contradictions liées, en partie également, à la prééminence de l'héritage libéral : comment ne pas s'étonner de l'association entre la mobilisation pour les valeurs relatives à l'égalité et à la justice en matière de droits politiques (conquête du suffrage universel) et la valorisation de 1789, alors que c'est en 1793 qu'est élargi le droit de suffrage et donc l'égalité politique ? Comment ne pas rappeler le dénigrement des acquis économiques et sociaux des années 1793-1794 alors qu'ils sont les plus conformes aux revendications du programme du POB en 1885 ? Comment s'expliquer l'aura importante et permanente de la

¹ Nous reprenons ici la conclusion d'une étude plus large sur *Les Valeurs de la Révolution française dans la Pensée du Parti Ouvrier belge, 1885-1894*, présentée au Colloque de Paris, *Images de la Révolution française*, juillet 1989, étant donné la coïncidence à laquelle nous arrivons après une étude plus approfondie du journal *Le Peuple* de l'année 1889.

“République française” dans la littérature du POB et cette connotation positive de 1789 alors que la République n’est proclamée que le 21 septembre 1792 ?

La seule prééminence de la critique libérale n’explique ni le nombre ni l’ampleur de ces contradictions.

Aussi, une hypothèse peut-elle être avancée, avec prudence néanmoins, dans le rapport POB et Révolution française, qui pourrait compléter les données présentées jusqu’ici. Elle a trait à l’importance capitale accordée à la dynamique institutionnelle par le POB dans son corpus théorique et plus encore dans sa pratique. Nous avons évoqué ce problème dans la controverse qui a traversé le POB au sujet de la grève générale.

La dynamique institutionnelle préconisée et pratiquée par le POB peut s’articuler autour de trois pôles :

1. Le poids de la négociation,
2. Les nécessaires contrôles et canalisations des masses,
3. L’importance essentielle de l’action parlementaire.

Face à ces trois pôles, la connotation positive de 1789 et négative de 1793 pourraient trouver leur logique : 1789, comme résultat des Etats-Généraux, vaste consultation “organisée” pour prendre le pouls du pays ; l’action du Tiers-Etat s’instituant successivement Assemblée nationale (17 juin 1789) et Assemblée nationale constituante (9 juillet 1789) ; l’organisation au niveau de cette assemblée de l’évolution et des transformations de la société. Ce schéma ne fait, bien sûr, pas abstraction du rôle du Peuple dans le processus révolutionnaire (14 juillet, 4 août, 5-6 octobre 1789 pour ne citer que ces dates). Mais cette action peut apparaître comme utile et maintenue dans certaines limites.

Au contraire, les événements du 10 août 1792, ou encore l’insurrection du 31 mai-2 juin 1793, apparaîtraient comme des explosions incontrôlées, sans véritable direction, non organisées, accouchant de massacres (septembre 1792) et de la Terreur, pour finalement échouer (Thermidor An II).

La mise entre parenthèse de l’héritage marxiste

La filiation marxiste existe au sein du POB dans sa doctrine, ses écrits, sa pratique. Cette filiation paraît cependant mise entre parenthèse et dénaturée, les deux étant effectivement associés. Nous avons déjà démontré l’importance première de la critique libérale dans le POB. La dénaturation, quant à elle, pourrait être mise en relation avec la question théorique relative au parlementarisme. Marx et Engels n’ont jamais rejeté l’action d’un parti ouvrier au sein d’un ou du Parlement, à l’inverse du courant anarchiste auquel ils s’opposèrent dans la Première Internationale ; à l’opposé également de cer-

taines idées développées par Proudhon. Au contraire, ils considéraient l'action parlementaire comme un moyen utile d'action, de sensibilisation, de propagande ; moyen mais non fin. C'est peut-être sur cette question capitale que le POB sort ou s'écarte de l'approche marxiste.

En effet, rapidement, au niveau de l'élaboration théorique et de la pratique quotidienne, l'accession du POB - en tant que représentant de la classe ouvrière - au Parlement (accession envisageable par la conquête du suffrage universel) se transforme de moyen en fin. Par l'action au Parlement, le POB agira au niveau de la société belge, en faveur des dominés contre les dominants. Il semble se produire un glissement dans la conception, le passage de l'action parlementaire au parlementarisme. Ce glissement essentiel soulève plusieurs questions - ou, mieux, plusieurs non-questions : Que deviennent les perspectives pour la conquête du pouvoir d'Etat ? Quelles formes prendront les remises en cause du pouvoir exercé par la bourgeoisie ?

Ces non-questions ne peuvent qu'engendrer des non-réponses. Marcel Liebman a relevé à cet égard que c'est en mars 1911 (vingt-six ans après la création du POB) que pour la première fois un dirigeant du parti a évoqué, dans une série d'articles très critiques à l'égard de la direction du POB, la prise du pouvoir ouvrier et ses modalités. On peut s'interroger : ne s'agit-il pas là de la garantie fondamentale que le POB a dû octroyer pour s'intégrer dans la vie politique belge et accéder à certains échelons du pouvoir politique ?